

Brochure n° 3216

**Convention collective nationale**

IDCC : 23. – **PERSONNEL SÉDENTAIRE  
DES ENTREPRISES DE NAVIGATION LIBRE**

---

**ACCORD DU 21 NOVEMBRE 2005  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES**

NOR : *ASET0651237M*

IDCC : 23

**Article 1<sup>er</sup>**

Le barème figurant en annexe du présent accord fixe, au 1<sup>er</sup> octobre 2005, pour un horaire de travail hebdomadaire de 35 heures, les salaires minima mensuels des employés, agents de maîtrise et cadres, selon le niveau où se trouve l'emploi occupé par le salarié et déterminé dans les conditions prévues par l'accord relatif à la classification des emplois du 19 février 1977 (art. 3 et 4 de la convention collective).

Il est rappelé que, conformément à l'accord du 19 février 1997, le niveau de la grille I concerne les postes sans responsabilités propres et ne requérant que des connaissances élémentaires.

L'existence du niveau I-A (salariés de moins de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise) ne doit pas conduire à substituer à un salarié en fin de période d'essai l'embauche d'un nouveau salarié sur le même poste, dans le but d'éviter l'application du salaire du niveau I-B après 6 mois d'ancienneté. Tout abus qui serait constaté en ce sens serait porté à la connaissance de la commission paritaire.

**Article 2**

Les parties signataires conviennent que lors de la négociation annuelle de branche obligatoire prévue à l'article L. 132-12 du code du travail, en vue de l'éventuelle révision du barème figurant en annexe, seront notamment considérées l'évolution de l'indice national des prix à la consommation et du SMIC, en particulier en ce qui concerne le niveau I.

### **Article 3**

Lorsqu'un emploi de la catégorie « Employés » ou « Agents de maîtrise » (niveaux I à VI) exige la pratique courante et régulière d'une ou de plusieurs langue(s), autre(s) que l'anglais, le salarié occupant cet emploi perçoit, en complément de sa rémunération, une prime de langue égale, par langue utilisée, à 7 % du salaire du niveau III du barème annexé au présent accord.

### **Article 4**

Cet accord ne remet pas en cause, dans les entreprises où elle existe, la pratique d'autres suppléments salariaux ou primes de toute nature.

### **Article 5**

Le présent accord est annexé à la convention collective nationale du 20 février 1951. Il a un caractère impératif et il ne peut être dérogé par accord d'entreprise aux conditions qu'il prévoit dans un sens moins favorable aux salariés.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension, conformément aux dispositions de l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 21 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Armateurs de France.

#### **Syndicats de salariés :**

Union maritime des personnels sédentaires CFDT ;

Syndicat national des personnels navigants et sédentaires de la marine marchande CFTC ;

Syndicat national de l'encadrement des personnels sédentaires des compagnies de navigation (fédération des transports) CFE-CGC ;

Fédération des employés et cadres CGT-Force ouvrière.

ANNEXE  
 ACCORD DU 21 NOVEMBRE 2005 CONCERNANT  
 LES CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION À PARTIR DE L'ANNÉE 2006

*(En euros.)*

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE MENSUEL
Employés	I-A moins de 6 mois	1 220
	I-B plus de 6 mois	1 260
	II	1 310
	III	1 370
Agents de maîtrise	IV	1 450
	V	1 580
	VI	1 750
Cadres	VII	2 100
	VIII	2 520
	IX	3 000